



Source : <http://www.sortirdunucleaire.org/Dechets-nucleaires-ne-pas-les>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°26 > **Déchets nucléaires : ne pas les banaliser, et surtout arrêter d'en produire !**

1er février 2005

Déchets nucléaires : ne pas les banaliser, et surtout arrêter d'en produire !

Les grandes manœuvres question déchets ont commencé. Une série de rapports doit tomber tout au long de l'année 2005 pour lancer le débat (début 2006 ?) sur les choix de gestion des déchets nucléaires, selon le calendrier de la loi Bataille : en mars remise aux députés (par le même Bataille) du dossier de l'Office Parlementaire des Choix scientifiques et Technologiques, en juin rapport intermédiaire de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et de la Commission Nationale d'Evaluation et en fin d'année, conclusion finale de l'Andra. Bien entendu, le processus d'auditions, consultations, études en cours fait la part belle aux industriels de la filière nucléaire ou aux politiques majoritairement peu enclins à remettre en cause celle-ci. Les citoyens, les associations environnementales, les collectifs de citoyens et d'élus opposés à l'enfouissement sont les grands oubliés dans l'histoire. Pourtant, il y a beaucoup à dire...

La loi Bataille de 1991 prévoit que les parlementaires se prononcent sur les trois voies explorées pour la gestion des déchets en 2006. 15 ans ont passé, quelles conclusions ?

Nous avons lu le 10e Rapport de la Commission Nationale d'Evaluation de juin 2004, et il est clair : même si les trois voies de recherches étudiées pour les déchets hautement radioactifs à vie longue n'offrent aucune perspective de solutions dignes de ce nom, il y aurait urgence d'enfouir.

Les recherches complexes sur la séparation/transmutation des radioéléments relèvent plus d'une mission impossible que d'un projet aux buts atteignables.

Le stockage en (sub)-surface n'est envisageable que sur des périodes courtes au regard de la toxicité des produits. Celui-ci est sérieusement envisagé à Marcoule (Gard) par exemple.

L'enfouissement, pour les déchets les plus dangereux, semble avoir la préférence. Et pourtant !

Cette 3e voie, mise en œuvre à BURE (Meuse / Haute-Marne), à l'aide d'un "laboratoire-écran" dit de recherches géologiques, depuis septembre 1999, pose beaucoup de questionnements !

Jusqu' alors seuls des travaux miniers y ont été effectués, la qualification du site, selon l'Andra, devant réellement commencer fin 2004. Comment imaginer dans ces conditions, que celle-ci puisse présenter suffisamment d'éléments, au bout d'une seule année d'études in situ, pour lancer un débat parlementaire sur un sujet aussi complexe ?

De nombreuses études, indépendantes de l'Andra, montrent qu'aucun sous-sol, que ce soit à Bure ou ailleurs, ne pourra confiner la radioactivité sur des milliers d'années. L'enfouissement n'a qu'un seul but : juste retarder la remontée des radio-nucléides à la surface de la terre. C'est tout. On compte sur l'argile de Bure pour confiner la radioactivité. Et c'est un véritable pari sur l'avenir, qui mettrait en danger les générations futures.

Des géologues et experts indépendants tirent en vain la sonnette d'alarme : réseaux de failles, risques de sismicité, présence d'aquifères, géothermie, questionnements sur le dimensionnement et la stabilité dans le temps de telles exploitations...

Le rapport de l'IEER (Institute for Energy and Environmental Research), sorti en janvier 2005, à la demande des opposants qui siègent au comité local d'information de BURE est explicite. Arjun Makhijani, directeur de l'Institut, déclare : « La recherche qui reste prendra un temps considérable. Dans l'état actuel, un jugement sur la faisabilité de la construction d'un centre de stockage géologique à Bure est très prématuré ». Au dire des huit scientifiques qui ont travaillé avec lui « Il convient de lever toutes les incertitudes, sinon le site peut être abandonné ou alors il faudrait un autre modèle de stockage ». Et d'annoncer que l'Andra n'en est actuellement qu'au « moment préliminaire des recherches car les galeries du laboratoire ne sont pas encore creusées ».

Comment dans ces conditions, imaginer pouvoir prendre des décisions aussi graves en 2006 ?

En octobre 2004, Bernard Tissot, président de la Commission Nationale d'Evaluation, concluait dans son rapport, au vu des études «prémonitoires» menées par l'ANDRA, que le site de Bure offre « un contexte favorable », et il préconisait que « le stockage (des déchets nucléaires) soit qualifié et construit aussi tôt que possible ».

Lancer la construction de l'EPR en 2004-2005, et officialiser en 2006 le centre de BURE en prototype (européen) de stockage géologique profond relèvent-ils du pur hasard ? Correspondance de calendrier, ou subterfuge afin de re-crédibiliser une industrie nucléaire en perte de vitesse dans le monde, productrice de déchets (hautement) ingérables par nature ? Cherche-t-on à évacuer au plus vite la problématique des déchets ?

Le contexte de relance d'un second programme électro-nucléaire pèsera lourd sur les choix qu'auront à faire les députés, c'est certain...

2005, une année décisive pour l'opposition

L'actuelle politique de banalisation des quantités et de la dangerosité des déchets nucléaires est à la mesure de l'enjeu global. Elle est aussi dans la grande tradition française qui masque jusqu'aux extrêmes limites ce qui gêne (cf. nuage de Tchernobyl...). Des milliers de tonnes de déchets de diverses catégories, le produit du démantèlement de dizaines réacteurs sur les bras, toute centrale à terme devenant elle-même un déchet, cela ne suffit-il pas ?

Il est capital de se mobiliser et de lancer un grand signal. Signal vers les parlementaires qui doivent entendre d'autres argumentations, et prendre la mesure d'une résistance forte sur le terrain, partout en France car nous avons tous des déchets nucléaires à notre porte.

Plus que jamais, rappelons l'urgence de sortir d'une filière acculée à ses propres limites :

les déchets nucléaires représentent le pire casse-tête jamais posé à l'homme. Il faut, au regard des générations futures, cesser au plus vite d'en produire !

Enfouissement des déchets nucléaires : les opposants font leur trou à Bure

Achetée, il y a peu, par la toute nouvelle association Bure Zone Libre, une maison de résistance s'installe dans le village de Bure. L'inauguration aura lieu le dimanche 31 juillet 2005 dans le cadre d'un grand rassemblement militant et festif qui commencera le vendredi 29 juillet.

Les opposants bâtisseurs sur un site stratégique

A Bure en Meuse, tandis que l'ANDRA creuse ses galeries à -500 mètres sous terre dans le but d'enfouir les déchets les plus toxiques des centrales nucléaires, les opposants installent en surface une maison de résistance.

Cette ancienne ferme de près de 600 m² en cours de rénovation abritera très bientôt un point d'information indépendante ouvert au public, situé précisément derrière le bureau du CLIS (Organe de la propagande officielle). Elle offre d'ores et déjà un espace d'accueil et de réunion destinée à favoriser les échanges conviviaux avec les habitants et la cohésion entre les collectifs locaux.

Cette propriété a été acquise grâce à des fonds privés et ne bénéficie d'aucune subvention qui pourrait remettre en cause son indépendance.

Pour une mobilisation constante et durable sur le site de Bure

Les premiers volontaires travaillent actuellement dans deux directions : la restauration de la toiture et l'aménagement d'une structure d'hébergement (dortoirs, camping et sanitaires). La capacité d'hébergement est une condition indispensable à une mobilisation constante et durable sur le site de Bure. Le chantier de la maison crée quant à lui une nouvelle dynamique militante animée par un esprit constructif et novateur.

La maison proposera ultérieurement une salle d'exposition et de conférences qui augmentera encore la portée de la contestation en lui donnant des locaux à sa mesure.

Appel à dons et à bénévolat

- De nombreux professionnels du bâtiment ont apporté leurs conseils et services bénévoles, toutes les bonnes volontés qualifiées ou non sont les bienvenues pour faire avancer le chantier.

Pour participer aux travaux, vous pouvez vous inscrire en ligne sur le site :

www.burestop.org ou au 03 29 45 41 77.

- Les dons en matériaux commencent à s'entasser dans l'une des granges, tous les apports en nature permettront de faire baisser les coûts de la rénovation.

Nous recherchons des outils et matériaux de construction : ciment, tuiles, pierres, sable, planches, poutres, parquet, gouttières, carrelages, dalles, matériaux d'isolation... ainsi que des citernes et un tracteur.

- Les dons financiers atteignent aujourd'hui environ 19 000 e (le prix de la maison) ce qui témoigne de l'intérêt accordé au projet. La rénovation et la mise aux normes des bâtiments publics exigera des fonds encore plus importants. Les efforts engagés ne doivent pas faiblir, entre 30 000 et 40 000 e seront encore nécessaires pour mener à bien les travaux. Ce projet, de l'association Bure Zone Libre, est parrainé par le Réseau Sortir du Nucléaire (principal donateur 12 000 e), la Coordination Nationale de Collectifs et celle des Elus Opposés à l'Enfouissement des déchets nucléaires, les Alternatifs,

Solidarité-Ecologie et des collectifs Allemands.

Appel à la mobilisation

Les collectifs de citoyens et d'élus contre l'enfouissement se mobilisent plus que jamais. Ainsi, à BURE, une pétition exigeant la tenue d'un référendum local, sur les deux départements de Meuse et Haute-Marne circule, au grand dam des collectivités locales, acculées à la réalité déplaisante d'un centre d'enfouissement peu commun.

- Un forum d'information grand public se déroulera en avril à Bar le Duc.

- Autres grands rendez-vous : l'été à Bure et le Granite Festival dans l'Orne en septembre. Le chantier autour de la maison des opposants de Bure accueillera du monde tout l'été, avec diverses actions à la clé. Un week-end mani-festif est prévu les 29-30-31 juillet.

- Manifestation nationale en automne 2005 à Bar le Duc

Les projets sont en cours, information sur demande !

Corinne FRANCOIS,

Coordination des collectifs contre l'enfouissement des déchets nucléaires.

permanent@burestop.org

Contact

Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets nucléaires

1, sentier Guédonval

55000 Bar Le Duc

Tel/fax : 03 25 04 91 41

Site internet :

www.burestop.org

Mail : permanent@burestop.org